

« Ils voulaient nous faire mordre la poussière »

GRÈCE

Ministre des Finances durant 162 jours, **YANIS VAROUFAKIS** raconte les humiliations subies et l'absurdité du plan de « sauvetage » de son pays. Jusqu'au renoncement de Tsipras.

≡ Olivier
Doubre

En jeans, Doc Martens noires aux pieds, tee-shirt noir sous une veste sombre, Yanis Varoufakis nous a reçus samedi matin. Avnant, souriant parfois, il est pourtant un homme obstiné, qui ne mâche pas ses mots, en particulier sur les reculs d'Alexis Tsipras et de son gouvernement, qu'il traite de « collaborationniste ». Il revient, à la suite de son livre, sur son passage au ministère grec des Finances, mais commente également l'actualité, notamment de l'Union européenne, qu'il espère un jour parvenir à réformer.

Au soir du 5 juillet 2015, le *oxi*, « non » en grec, l'emporte au référendum sur les mesures d'austérité imposées par les créanciers, et avec plus de 62 % des suffrages. De la place Syntagma au centre d'Athènes, montent alors un ferveur et des cris de joie. Au même moment, dans le palais du Premier ministre, vous trouvez Alexis Tsipras blême, livide. Pouvez-vous décrire cet instant ?

Yanis Varoufakis : Tsipras semblait détruit. Déprimé. Pour lui, ce référendum devait être une voie échappatoire, car il avait déjà décidé de capituler depuis un bon moment, contrairement à son engagement vis-à-vis du peuple grec. Depuis la fin avril, précisément. Notre premier clash eut lieu à cette époque car, derrière mon dos, il avait déjà commencé à accepter certaines mesures d'austérité de la troïka, non pas pour l'année à venir, mais pour au moins les dix prochaines années. J'avais, à ce moment-là, déjà affronté l'un de ces nombreux moments de dilemme moral quant au fait de démissionner. Et j'ai choisi de ne pas le faire car, même s'il avait déjà décidé de capituler, j'ai espéré – et cru – que le fait que

les créanciers l'humilient aussi cruellement allait le faire se reprendre et qu'il allait venir me voir en disant : « Allez, faisons ce que nous avons décidé dès le départ ! » C'est pour cela que je n'avais pas démissionné fin avril. Même si je voyais d'ores et déjà que, plus il accepterait de leur concéder, plus ils allaient exiger. Ensuite, le 25 juin, la troïka m'a présenté son nouveau mémorandum, qui était un véritable ultimatum mais surtout d'un tel non-sens financier que, même si j'avais voulu signer, je n'aurais jamais pu.

Et c'est donc à ce moment que Tsipras décide du référendum...

Oui. Car il a compris qu'ils voulaient vraiment nous faire mordre la poussière, avec la fermeture des banques, etc. Or, Tsipras et moi-même étions convaincus que nous allions perdre ce référendum. En effet, nous avions remporté les élections en janvier avec 36 %, et même 40 % en incluant les petits partis alliés à Syriza. Nous avions donc théoriquement 60 % de l'électorat contre nous. Mais il y avait aussi des gens de droite opposés à la troïka, qui pouvaient être estimés entre 10 % et 15 %. J'ai donc pensé que si le référendum avait lieu le jour même de son annonce, nous aurions pu le gagner, sans doute avec 5 points d'avance. Mais juste après, les banques ont fermé et il restait une semaine jusqu'au jour du vote. Les retraits bancaires ont été limités à 60 euros par jour – ce qui est toujours le cas aujourd'hui. Je pensais donc que nous perdions chaque jour des électeurs, sans compter la propagande quotidienne extrêmement toxique des médias dominants contre nous, annonçant l'apocalypse si le « non » l'emportait. Je pensais donc perdre, mais me battais

pour gagner. En revanche, Tsipras espérait vraiment perdre – et ne faisait absolument rien pour essayer de gagner. Aussi, quand nous l'avons remporté avec plus de 60 %, je me suis convaincu de nouveau que, cette fois, il ne pourrait plus reculer et devrait respecter la décision du peuple. Mais quand je suis entré dans son bureau, j'ai vu son visage dépité et il m'a dit tout de go : « *Il est temps d'abandonner !* » J'ai passé trois heures à essayer de le dissuader, puis j'ai démissionné le soir même. Je crois qu'il craignait vraiment que nous soyons menacés, voire assassinés, si nous ne capitulions pas. Au contraire, je pensais qu'en refusant nous serions devenus, quoi qu'il arrive, même le pire, des héros.

Aujourd'hui, vous n'avez donc plus aucun contact avec lui...

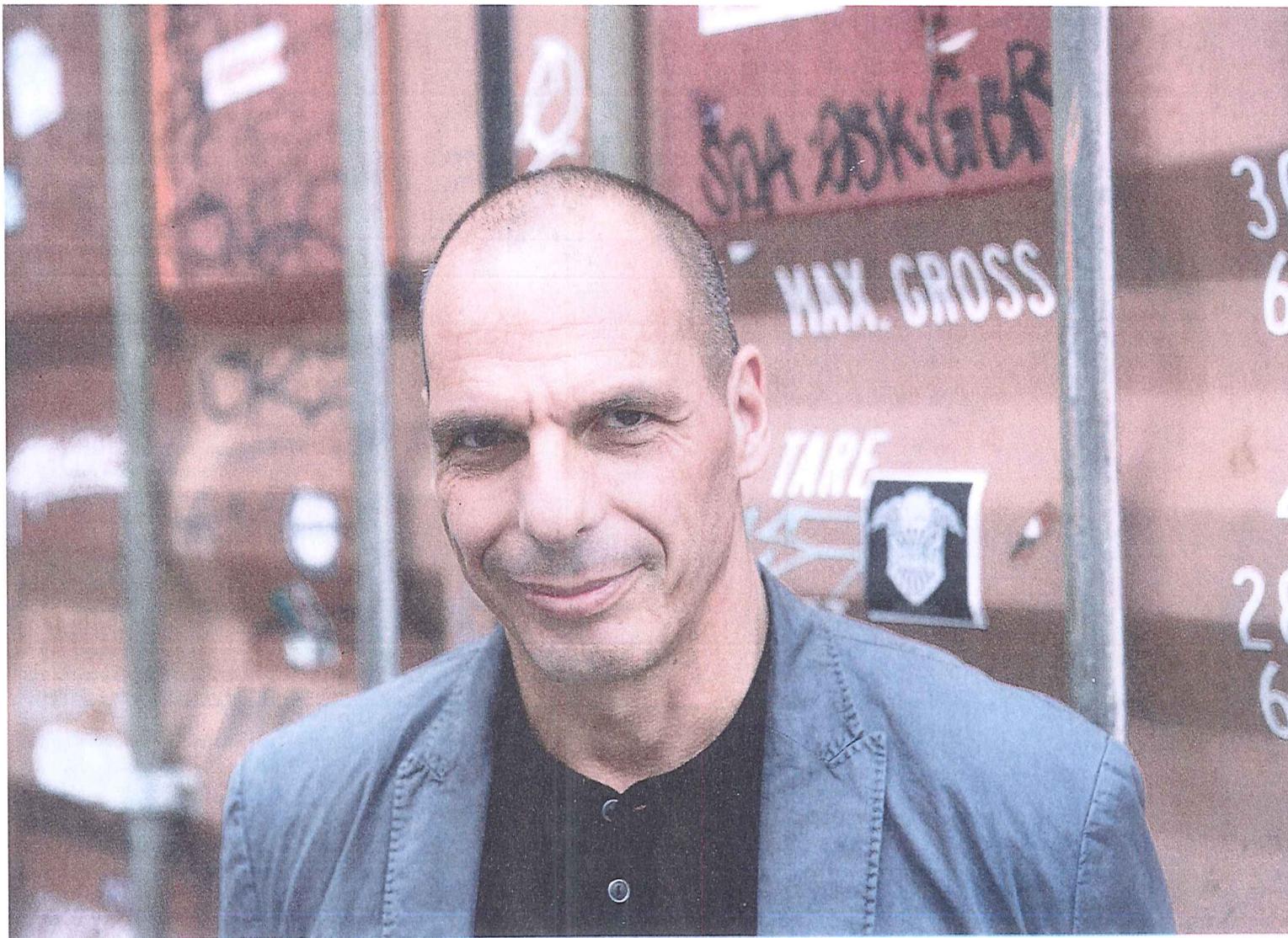
Pourquoi en avoir ? Cela ne sert à rien. Pour faire ce qu'il fait, il doit continuer à se mentir à lui-même. Et cela ne m'intéresse pas de poursuivre une relation en lui mentant et en sachant qu'il le sait !

« Une mentalité raciste et coloniale. »

Avez-vous jamais regretté votre démission ? N'avez-vous jamais pensé qu'en

restant malgré tout vous auriez servi quand même à mieux protéger le peuple grec ?

Non. Jamais. Il suffisait de lire la première page du MoU [le mémorandum qu'a fini par signer Tsipras le 9 juillet 2015, NDLR]. Elle dit mot pour mot que la Grèce s'engage à accepter – sans discuter – l'ensemble des exigences de la troïka. Je pense souvent à une chose : quand les nazis sont entrés dans Athènes, en avril 1941, ils ont mis en place un gouvernement marionnette, comme Vichy chez vous. Le Premier ministre de ce » p.12



Chronique d'une défaite

Yanis Varoufakis livre un récit détaillé et haletant de son bras de fer avec la troïka. Et de l'aveugle intransigeance des créanciers de la Grèce.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Angleterre, en pleine expansion capitaliste, abolissait la prison pour dettes. La raison était que « *sa cruauté n'avait jamais dissuadé personne d'accumuler de nouvelles créances douteuses, ni aidé les créanciers à récupérer leur argent. Au XIX^e siècle, pour que le capitalisme se déploie, il a fallu que l'idée absurde que toute dette est sacrée soit abandonnée* ». Se remémorant l'attitude de l'Union européenne, du FMI et des ministres de l'Eurozone, et affirmant que la Grèce allait être « *condamnée à la prison pour dettes* » pour un temps quasi infini, Yanis Varoufakis pose alors la question : « *Est-ce parce que l'UE et le FMI ne comprenaient pas ce qu'ils faisaient ? Non. Ils savaient parfaitement ce qu'ils faisaient. [...] Comment est-ce que je sais qu'ils savaient ? Parce qu'ils me l'ont dit.* »

Sur plus de cinq cents pages brûlantes, Yanis Varoufakis raconte ses cent soixante-

Conversations entre adultes. Dans les coulisses secrètes de l'Europe, Yanis Varoufakis, traduit de l'anglais par Cécile Dutheil de la Rochère et Abel Gerschenfeld, éd. Les Liens qui libèrent, 528 p., 26 euros.

deux jours au ministère des Finances grec. Cent soixante-deux jours de refus de signer les plans absurdes censés « *renflouer* » ou, mieux, « *sauver* » (sic) la Grèce, comme les créanciers ne vont cesser de le répéter. Alors que ces derniers savent pertinemment que ces plans seront inefficaces et, au contraire, enfermeront son pays dans une prison pour dettes mortifère. Le livre, qui devrait bientôt être adapté à l'écran par Costa-Gavras, fourmille d'anecdotes toutes plus hallucinantes les unes que les autres, entre réunions à huis clos (parfois enregistrées secrètement par l'auteur) et conversations de couloir totalement à l'opposé.

Explicitant la logique de ce qu'il appelle le « *Renflouistan* », Yanis Varoufakis revient aussi sur les cinq ans qui ont précédé sa nomination, alors qu'il combattait déjà (en tant qu'économiste) ces mesures absurdes où l'on prête de l'argent à un pays en faillite en exigeant des décisions qui le mettent à genoux. Sachant que le remboursement sera impossible et que

seuls de nouveaux prêts permettront de rembourser les précédents. Dès 2010, en effet, les grandes banques françaises et allemandes sont mises en danger par les prêts toxiques qui ont entraîné ladite crise des *subprimes*, ainsi que par ceux accordés de manière éhontée et sans retenue à la Grèce. Ce sont d'abord ces banques qui sont en situation de faillite potentielle, ce qui va entraîner les premiers mémorandums acceptés docilement par les gouvernements grecs du Pasok et de droite, avant l'arrivée au pouvoir de Syriza. L'UE et le FMI se sont dès lors engagés dans une logique sans retour.

Christine Lagarde confiera ainsi – en tête-à-tête – à Yanis Varoufakis, début février 2015 : « *Vous avez raison, Yanis. Les objectifs sur lesquels ils insistent ne peuvent pas fonctionner. Mais comprenez bien que nous avons trop investi dans ce plan. Nous ne pouvons pas reculer.* » Un aveu qui est, en quelque sorte, le pendant de la fameuse déclaration de l'ultra intransigent ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble : « *Des élections ne sauraient changer une politique économique.* » Ou de celle de Jean-Claude Juncker, en 2010, lorsque les banques et les responsables politiques vont maquiller les comptes publics grecs et initier la série des mémorandums : « *Quand les choses deviennent sérieuses, il faut mentir.* » Par sa volonté de témoigner sans détour, Yanis Varoufakis livre aujourd'hui un document précieux. Et historique. **F.O.**



CARSTEN KOALLU/GETTY IMAGES/AFP

p.10 » gouvernement était un général qui avait combattu les fascistes italiens. Il s'est raconté à lui-même l'histoire suivante : quelqu'un doit accepter de le faire, il vaut mieux que ce soit moi, et j'essaierais de défendre les Grecs du mieux que je peux. Je n'ai pas de doute qu'il l'ait cru. Ils ont tous besoin de se justifier eux-mêmes. Et c'est peut-être vrai qu'il y aurait pu y avoir quelqu'un d'encore pire à sa place. Tous les collaborateurs raisonnent ainsi. Le gouvernement Tsipras a fait un choix politique et je n'avais pas l'intention de devenir un collaborateur. Il ne fait aucun doute que c'est un gouvernement de collaborateurs. Ils se sont pliés à tout ce qui leur était demandé. Le pire étant les ventes ininterrompues des avoirs publics du pays. Je ne prendrai qu'un exemple. Ils ont cédé 14 aéroports régionaux (évidemment les plus rentables, comme Rhodes, Santorin, Mikonos, Corfou, ou ceux de Crète, qu'utilisent des millions de touristes chaque année) à Fraport, une compagnie nationale allemande. C'est-à-dire que ces aéroports ont été nationalisés par l'Allemagne ! La cession s'est élevée à 1,2 milliard d'euros. Mais savez-vous combien Fraport a déboursé ? Zéro euros ! Et d'où Fraport a-t-il reçu l'argent ? Des banques grecques. D'où ces banques ont-elles reçu leur argent ? Des contribuables grecs. Ceux-ci ont déposé leur

argent dans ces banques, lesquelles ont ensuite donné cet argent avec la garantie officielle de l'État grec ! L'Empire britannique fut bien plus gentil avec l'Inde coloniale ! Un gouvernement « de gauche » qui signe ce genre d'accord est collaborationniste. Et Fraport exige aujourd'hui 100 millions d'euros du gouvernement grec car ils prétendent que les aéroports n'étaient pas dans d'assez bonnes conditions maté-

« La France est la prochaine cible de leurs politiques toxiques. »

rielles lors de leur cession ! Je me souviens d'ailleurs que, lorsque je négociais avec Wolfgang Schäuble, je lui ai demandé s'il accepterait de céder rien qu'un seul aéroport régional de son pays sans conserver aucune participation régionale ou nationale allemande. Il a simplement répondu : « Jamais. » Ce qui signifie clairement que la position officielle de l'Allemagne affirmait qu'il était hors de question d'appliquer les mêmes règles pour les Allemands que pour les Grecs. C'est une mentalité raciste et coloniale. Je ne pourrai donc jamais admettre que notre gouvernement ait accepté cela en disant qu'il défendait le peuple grec...

Toute cette histoire ne montre-t-elle pas aussi la ruine des principes fondateurs et du fonctionnement de l'Union européenne elle-même ?

Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des finances, l'un des plus durs partisans de l'austérité, selon Varoufakis.

Absolument. Je ne cesse de dire partout où je vais : cette histoire ne concerne pas la Grèce, mais la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, etc. La Grèce a été le laboratoire où ont été testées ces politiques toxiques dans le but de les mener ailleurs ensuite, et en France en tout premier lieu. Après ma démission, j'ai prononcé mon premier discours au ministère des Affaires étrangères français, où j'ai dit : « Je ne suis pas ici pour quémander de la solidarité pour les Grecs, mais pour exprimer ma solidarité aux Français parce que la France a été choisie comme prochaine cible pour appliquer leurs politiques austéritaires toxiques, en particulier pour détruire son système de protection sociale. » Et j'ai expliqué que Wolfgang Schäuble avait dit devant moi sans ciller qu'il comptait maintenant appliquer ce qui venait d'être fait en Grèce à la France. C'est ce qui est déjà en place et qui continue aujourd'hui à être mis en œuvre, après avoir été expérimenté dans le laboratoire grec.

Croyez-vous qu'il soit encore possible de réformer l'Union européenne de l'intérieur ?

J'ai passé ma jeunesse à manifester contre le gouvernement grec, l'État grec et l'oligarchie grecque. Si vous m'aviez demandé à l'époque s'il était possible de les réformer, je vous aurais certainement répondu par la négative. Mais était-ce pour autant une raison de ne pas descendre dans la rue et de se taire ? Je ne sais pas si nous pouvons réformer l'Union européenne (UE). Probablement pas. Mais je crois que se battre pour le faire est fondamental. Indépendamment même du résultat. Le mouvement que j'ai contribué à fonder, le M25, a été lancé à Berlin. Nous avions décidé de ce lieu de façon délibérée. Je crois que cette tendance, présente au sein de la gauche française, qui consiste à diaboliser l'Allemagne, doit être combattue. Il ne peut pas y avoir de xénophobie ou de populisme à gauche. Cela n'a pas de sens. La gauche doit conserver et s'appuyer sur sa tradition internationaliste. Il y a un gouvernement allemand, un État allemand et des camarades allemands.

Emmanuel Macron s'est rendu à Athènes pour prononcer un discours sur l'Europe, depuis la colline du Pnyx, avec le Parthénon éclairé derrière lui. Comment les Grecs ont-ils reçu cette image et surtout ce discours où il expliquait que la Grèce et son peuple se porteraient mieux ?

Il a perdu immédiatement toute crédibilité auprès des Grecs. Mais il a surtout de très mauvais conseillers. Ce qu'il ignore est que ce pays a connu plusieurs longues périodes de dictature fasciste. Et il n'y a pas un de nos dictateurs qui n'ait fait un grand discours à cet endroit, dans la même mise en scène. George Papadopoulos [Premier ministre, puis chef de l'État après la prise de pouvoir des Colonels en 1967, et jusqu'en 1974, NDLR] adorait le Pnyx et il y a prononcé de nombreux discours, expliquant notamment comment la Grèce allait inventer un nouveau fascisme ! ●